



Depuis deux ans, plus de 500.000 emplois ont été créés en France malgré une faible croissance. Pourquoi cette évolution, qui vient en contradiction avec les lois habituelles de l'économie ? Emergence d'un nouveau modèle ? Développement des emplois de service ? Effet 35 heures ? Tous les secteurs profitent-ils de cette embellie ? Y aura-t-il un ralentissement en 2008 ? Michel Husson, économiste à l'Institut de recherches économiques et sociales (IRES), a répondu en direct à vos questions, mardi 8 avril, de 11h à 12 h.

côme: A partir de quel taux de croissance l'économie française crée-t-elle de l'emploi ? Ce niveau a-t-il varié ces dernières années et dans quel sens ? Qu'en est-il des comparaisons internationales ?

Michel Husson: La croissance française est de plus en plus "riche en emploi", autrement dit le seuil à partir duquel l'économie française crée des emplois s'est abaissé. En 2006 : + 1,1 % d'emplois pour 2,2 % de croissance ; puis en 2007 : 1,4 % d'emplois pour 1,9 % de croissance. D'où le paradoxe rappelé dans l'intitulé de ce chat. Ce paradoxe est double. D'abord, ce mouvement est récent : sur les deux années 2006 et 2007, on a créé 2,5 % d'emplois pour une croissance de 4,1 %. Mais si on regarde ce qui s'est passé sur les deux années précédentes (2004 et 2005) on constate que pour une croissance équivalente (4,2 % en deux ans) la progression de l'emploi avait été bien inférieure : seulement 0,7 %, toujours en deux ans. Ensuite, parce que ce dynamisme de l'emploi est propre à la France : on y a créé autant d'emplois en 2007 que dans l'ensemble de l'Union européenne, avec une croissance pourtant inférieure de 0,8 point. Conclusion : l'économie française s'est mise à créer plus d'emplois qu'avant, et plus que la moyenne européenne.

Louis GERVAIS: Faut-il accepter de voir la productivité par tête diminuer pour enrichir la production en emplois ? Comment compenser cette baisse par l'augmentation de la productivité horaire ? Autrement dit, faut-il passer à 30 heures ou revenir à 40 heures de travail par semaine ?

Michel Husson: C'est en effet la question clé : la productivité du travail n'augmente presque plus en France. C'est bon pour l'emploi, mais pas pour la compétitivité. Il y a alors deux grandes manières de traiter ce " dilemme ". La solution néo-libérale consiste à faire le maximum de productivité dans les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale et le moins possible dans les secteurs de services plus abrités de cette concurrence pour créer des emplois à bas salaires. Mais cela suppose de déconnecter largement les salaires dans ces deux grands secteurs. D'où un modèle social à deux vitesses.

La voie alternative, c'est une réduction du temps de travail associée à une autre répartition des revenus. Si les entreprises versent plus de salaires et paient moins de dividendes, la compétitivité-prix est maintenue, le marché intérieur est plus dynamique et les emplois de services peuvent être mieux payés, comme c'est le cas par exemple en Suède.

* Chat préparé et modéré par Florence Renard-Gourdon.

Albert: L'économie française crée-t-elle vraiment des emplois de manière paradoxale ? Il faudrait pour cela regarder les créations nettes. Le tissu économique français n'est-il pas aussi plus destructeur d'emplois que d'autres ? Merci.

Michel Husson: Tous les chiffres sur l'emploi dont il est question ici sont des créations nettes. Selon l'Insee, on a créé 361 000 emplois (tous secteurs confondus) en 2007. Les destructions d'emplois dont on entend parler tous les jours ou presque sont globalement compensées par des créations d'emplois ailleurs, ce qui est évidemment une mince consolation pour ceux ou celles qui se retrouvent au chômage. Par exemple, l'industrie continue à perdre des emplois : 42 000 en 2007, après 61 000 en 2006. Il faut savoir aussi que le marché du travail français, contrairement à ce qu'on entend souvent, est relativement fluide par rapport aux autres pays développés (et même les Etats-Unis), si on mesure cette fluidité par la rotation des emplois, en comparant les flux de sorties et d'entrées.

Marielle: Bonjour. Ce n'est pas tout de créer des emplois, encore faut-il qu'ils ne soient pas précaires. Sur ces 500.000 emplois créés a-t-on idée, en gros, de la répartition : part de CDD-CDI, secteur d'activité principal et niveau de salaire moyen concerné ?

Michel Husson: La question-clé est évidemment celle de la qualité des emplois et on ne dispose pas du recul nécessaire pour l'éclairer complètement. Ce que l'on sait, c'est qu'on crée des emplois " par les deux bouts " : emplois " high tech " d'un côté, mais aussi beaucoup d'emplois précaires, en particulier dans les services à la personne. Cependant le temps partiel n'a pas spécialement augmenté au cours des deux dernières années (mais l'intérim très nettement. La part des CDD n'a pas non plus particulièrement augmenté. Bref, on reste sur des tendances lourdes qui conduisent à une polarisation accrue du salariat. Mais ces tendances ne semblent pas avoir accéléré au cours des deux dernières années et cette explication ne suffit pas à rendre compte du dynamisme récent de l'emploi.

Aviscom: Est-ce que l'on ne doit pas plutôt parler de rattrapage du moteur économique français, grippé depuis tant d'années ? Dans ce contexte, la nécessité de réformes structurelles, qui semble faire l'objet d'un consensus naissant à droite et à gauche, est-elle si évidente ?

Michel Husson: Ces performances d'emploi vont effectivement à l'encontre du discours sur le " déclin " de l'économie française. Cela dit, on ne peut pas pour autant parler de rattrapage dans la mesure où : 1) la croissance est en France inférieure à la moyenne européenne sur les années récentes et : 2) la France perd des parts de marché plus vite que la moyenne de la zone euro.

Quant aux réformes structurelles, on est en droit de se demander dans quelle mesure elles seraient favorables à l'emploi. Elles visent, pour aller vite, à rétablir la compétitivité et donc à encourager les créations d'emplois du côté des exportations. Mais elles risqueraient de freiner la demande intérieure qui est en France le principal moteur de la croissance. Il faut méditer le contre-exemple allemand où les salaires ont été gelés depuis 7 ou 8 ans : certes, les exportations en ont profité, mais le marché intérieur est resté plat, et la reprise récente n'a pas effacé ce recul salarial. D'où les revendications salariales très élevées et la mise à mal du modèle social avec une montée très forte des bas salaires et des emplois précaires, très sous-estimée par la plupart des observateurs.

Dans l'immédiat, les réformes déjà engagées en France sur la durée du travail (heures sup. et rachat des jours de RTT) risquent d'aggraver l'effet que le ralentissement prévisible aura sur l'emploi. Et de toute évidence, elles sont inappropriées par rapport au ralentissement, voire à la récession au niveau mondial. La meilleure manière de se préserver des effets d'une telle conjoncture n'est sûrement pas de partir à la conquête de marchés mondiaux mais au contraire de soutenir la demande intérieure en Europe et de recentrer la croissance et l'investissement sur ce grand marché intérieur.

Monade: Pensez-vous vraiment que les alternatives que vous proposez (réduction du temps de travail et augmentation des salaires) peuvent être mises en place dans le cadre du capitalisme, sans aboutir à un affrontement global avec la classe dominante ?

Michel Husson: Je pense effectivement que la mise en place de ces mesures suppose un degré élevé de conflictualité sociale. Le capitalisme d'aujourd'hui est caractérisé par un recul de la part des richesses créées qui reviennent aux salariés comme le constatent des institutions peu suspectes d'anti-capitalisme, comme le FMI. Une partie croissante de cette richesse est captée par une couche sociale étroite mais qui n'est évidemment pas disposée à renoncer à ses privilèges. Cela dit, il n'y a pas, ou plus, de voie intermédiaire de compromis ("sociale-libérale") entre le capitalisme tel qu'il fonctionne aujourd'hui et le type d'alternative que j'évoque. D'un autre côté, la crise actuelle montre que ce fonctionnement n'est plus soutenable, même aux yeux de ses défenseurs, comme Martin Wolf, qui vient d'annoncer, dans le Financial Times, la fin du libéralisme. Comme le disait Paul Krugman à propos des crises financières de la fin des années 90 : il est temps d'être radical. On a le droit évidemment de se positionner autrement mais une chose au moins devrait être claire : le système est difficilement "rafistolable" et les propositions de meilleure gouvernance avancées à propos de la crise actuelle sont manifestement sans commune mesure avec la profondeur de cette crise, qui touche aux fondements mêmes de ce système.

Jobseeker: Y a-t-il véritablement créations d'emploi ou peut-on penser que les chiffres ont encore une fois été modifiés pour donner une impression d'amélioration de ce taux ?

Michel Husson: A la différence des chiffres du chômage qui peuvent être manipulés en fonction des règles d'inscription et de radiation de l'Anpe, on ne peut pas parler vraiment de " trucage " des chiffres de l'emploi. La question, déjà abordée, est celle de la qualité de l'emploi. Il manque, en France, un tableau synthétique des données disponibles à ce sujet, éparpillées en de multiples sources. Mais les informations dont on dispose ne montrent pas d'inflexion particulière vers la précarisation, qui permettrait d'expliquer pourquoi on a créé " tant " d'emplois. Il n'empêche que la pauvreté salariale augmente (une enquête a montré que 30 % des SDF ont un emploi), que le taux d'emplois précaires augmente, que les services à la personne correspondent à des durées de travail très courtes, et que se développe la multi-activité qui pourrait être une source de biais statistique (on compterait deux fois une seule personne si elle occupe deux). Un rapport du Cerc a montré que les durées du travail courtes sont le principal vecteur de la pauvreté salariale et c'est pourquoi la question du partage du travail est essentielle. On pourrait dire à propos de la durée du travail : " et pourtant elle baisse " mais de manière inégalitaire. Certains " travaillent plus ", d'autres sont contraint(e)s à des durées courtes, voire nulles (le chômage). L'alternative serait, pour reprendre un autre slogan : travailler moins pour travailler tous (et toutes).

boniface: Le développement des emplois de service à la personne explique-t-il l'évolution des dernières années ? Sont-ils l'eldorado que nous promettait Jean-Louis Borloo ?

Michel Husson: Sur les derniers douze mois, la contribution des emplois de services à la personne est d'environ un tiers des emplois créés. C'est une partie de l'explication, mais une partie seulement. Les services de conseil et d'assistance représentent presque autant en proportion des emplois créés et l'emploi dans la construction a également augmenté. On peut difficilement parler d'un Eldorado parce que ces emplois sont mal payés, à faible durée du travail et ne procurent pas un développement récent. Et ils ne peuvent se développer que si se maintiennent, voire augmentent les inégalités de revenus. On risque d'aller alors vers une "société de serviteurs" pour reprendre l'expression d'André Gorz. Et d'ailleurs les emplois de domestiques, au sens strict, sont en pleine expansion. C'est un choix de modèle social : on ne peut pas favoriser la croissance de très hauts revenus, uniquement parce qu'ils pourront fournir des emplois aux pauvres. Sans mythifier ce modèle, la Suède montre qu'une société relativement égalitaire peut créer des emplois selon une autre logique.

labadie: Les projets de Martin Hirsch de Revenu social d'activité vont-ils dans le bon sens dans la lutte contre le chômage ? Y-a-t-il des trappes à inactivité en France ?

Michel Husson: Le projet de RSA aurait l'avantage de procurer un supplément de revenu immédiat à une couche de salariés à très bas salaires. Mais à terme, il valide, un peu comme la prime pour l'emploi, l'existence de bas salaires. Il entérine le fait que les entreprises ne peuvent payer un salaire décent. Ce type de mécanisme crée donc des trappes à bas salaires. Les trappes à inactivité correspondent à l'idée que des personnes choisissent de s'installer dans la situation d'allocataire, plutôt que de chercher un emploi. Ce phénomène est marginal, comme le montrent toutes les études où l'on observe par exemple des Rmistes reprendre un emploi alors même qu'ils n'y gagnent pratiquement rien. Parce que le fait d'avoir un emploi redonne une dignité sociale. Au nom de la lutte contre les supposés profiteurs des Assedic, on aggrave dramatiquement la situation de la majorité des chômeurs. Reste une autre question, qui est la catégorie des personnes dont la trajectoire les a rendus difficilement insérables dans le monde du travail et pour lesquelles il faut imaginer des dispositifs spécifiques. Enfin, la question qui se pose à Martin Hirsch est de savoir s'il va accepter que son dispositif soit réduit à un statut expérimental jusqu'aux calendes grecques, parce que sa généralisation coûterait trop cher (2 à 3 milliards d'euros).

Louis Vuitton: Qu'est-ce qui bloque le plus la création d'emplois, selon vous et à la lumière de ce que l'on observe dans les autres pays : la difficulté à licencier ou la lourdeur des charges ?

Michel Husson: A mon sens, ni l'un ni l'autre. Les thèses néo-libérales mettent en avant ces deux raisons, mais les études ont du mal à les étayer. Dans les comparaisons internationales, on trouve de tout et c'est pourquoi l'OCDE a reconnu qu'on ne pouvait relier les performances d'emploi à la modération salariale ou à la flexibilité du travail. Côté coût du travail, il y a par exemple le Royaume-Uni, donné en exemple pour ses performances d'emploi, mais où le salaire moyen a augmenté trois fois plus vite qu'en France au cours de la dernière décennie. Ce qu'on gagne en compétitivité, on peut le perdre en demande intérieure et c'est encore plus vrai au niveau d'un espace relativement intégré comme l'Europe. Si tous les pays menaient une politique de réduction drastique des salaires, ils seraient compétitifs mais en récession, puisque les marchés intérieurs des uns sont les débouchés des exportations des autres.

Côté licenciement, la facilité de licencier ne peut en elle-même augmenter l'emploi. Une entreprise ne va pas embaucher plus, uniquement parce qu'elle sait qu'elle pourra licencier plus facilement. En revanche, elle va peut-être réagir plus vite à l'augmentation de son carnet de commande. Mais le revers de la médaille est qu'elle licenciera plus vite aussi quand la conjoncture va se retourner. L'emploi va donc être plus réactif -quoiqu'une étude du Cepii montrait que les pays flexibles n'étaient pas forcément plus réactifs - mais sur un cycle il n'y aura pas plus d'emplois créés. Des pays classés comme très " rigides " ont de bonnes performances d'emploi. Il faut vraiment rompre avec cette logique très micro-économique et revenir aux fondamentaux de la macro-économie : l'emploi dépend pour l'essentiel de la croissance, et à moyen-long terme de la durée du travail.